



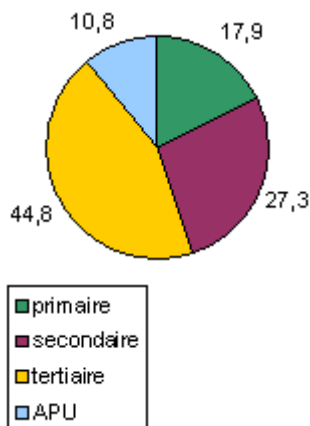
Le secteur industriel en Mauritanie

Actualisation Janvier 2005

© MINEFI – DREE/TRÉSOR

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

Résumé



L'économie Mauritanienne est traditionnellement basée sur le secteur minier et l'élevage. A ceux là s'est ajouté le secteur de la pêche. Les secteurs émergents, qui représentent également des pôles de développement sont le tourisme, les nouvelles technologies de l'information, la communication et les services. Aujourd'hui la pêche et l'industrie minière procurent 99% des devises étrangères.

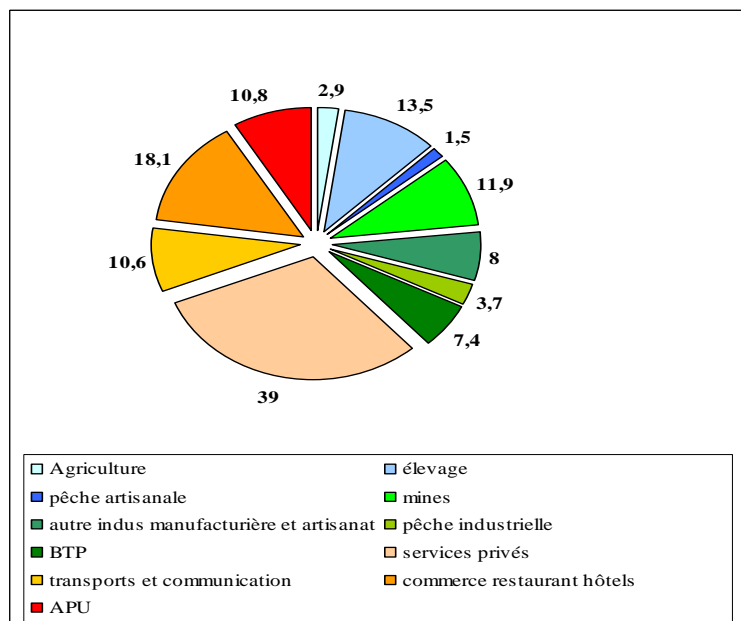
- le secteur « rural » représentait en 2002 18% du PIB.

- Le secteur secondaire représentait en 2002 27.3% du PIB. Le secteur minier qui concerne à ce jour, essentiellement l'extraction du minerai de fer par la SNIM, représente entre 12 et 15% du PIB, environ 55% des recettes d'exportations, 4% des recettes budgétaires de l'Etat et 10% des recettes fiscales. Le secteur de la pêche industrielle représente lui 5% du PIB, 42% des recettes d'exportations, 21% des recettes fiscales.

- Le secteur tertiaire (principalement le commerce) comptait en 2002 pour 44.8% du PIB.

Présentation du secteur industriel

Les différents secteurs industriels



Distribution du PIB par secteur d'activité

La SNIM emploie environ 4000 personnes à Nouadhibou et Zouerate.

CA de 40 milliards d'UM.

Exportation de 11 millions de tonnes de minerais de fer par an.
55% des exportations du pays.
10% du PIB mauritanien.

Début de la production de pétrole en décembre 2005.
Production journalière de 75 000 barils.

Le secteur de la pêche emploie plus de 36 000 personnes.

Il représente 5.2% du PIB.

40% des exportations du pays.
Exportation annuelle d'environ 210 000 tonnes.

21% des recettes de l'Etat (grâce aux accords de pêches)

La Mauritanie est faiblement industrialisée. Elle ne compte que 41 unités de production.

L'industrie de transformation emploie seulement 1300 salariés.

Production de 40 millions d'euros en 2000.

Représente 3% du PIB.

L'industrie minière

Elle est constituée essentiellement de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM) dont 78 % du capital appartient à l'Etat.

Avec un chiffre d'affaires de bon an mal an, 40 milliards d'ouguiyas (150 millions d'euros) et employant plus de 4 000 agents, la SNIM, fait figure d'un Etat dans l'Etat. Sa seule activité est l'extraction du minerai de fer de gisements situés dans le nord du pays, près de Zouerate. Environ 11 millions de tonnes sont extraites chaque année et exportées essentiellement vers l'Europe en empruntant une voie ferrée de 700 km et le port de Nouadhibou ou sont installés les équipements de concassage et de criblage. La Mauritanie n'exporte que du fer brut à haute teneur en minerai (65%), mais sans valeur ajoutée.

Le secteur pétrolier

Actuellement de nombreuses recherches ont lieu principalement dans l'offshore. Les nombreuses prospections off-shore laissent à penser que la Mauritanie possède des réserves de pétrole et peut être de gaz exploitables. Le champ de Chinguetti au large de Nouakchott, devrait commencer à produire près de 75 000 barils/jours dès le mois de décembre 2005. Le bassin de Taoudeni (on-shore) représente un très gros espoir pour le gouvernement, mais aucune découverte concrète n'a encore été faite. En 2002 plus de 100 millions de dollars ont été investis dans la recherche pétrolière... et plus de 600 millions de dollars pour la campagne 2004-2005.

En janvier 2005, Total a signé 2 accords de partage et de production pour 2 blocs on-shore.

L'industrie de la pêche

La côte mauritanienne est réputée pour être une des côtes les plus poissonneuses du monde. La pêche artisanale représente 1.5% du PIB, et la pêche industrielle 3.7% du PIB. Mais grâce aux accords de pêche que la Mauritanie a conclus avec entre autres, l'UE, le Japon ou la Russie, ce secteur représente 21% des recettes de l'Etat. La consommation intérieure du pays étant faible (16 000 tonnes par an), la quasi-totalité des produits halieutiques pêchés sont exportés (210 000 tonnes en 2000, pour une valeur de 133 millions d'euros, soit 40% des exportations).

Mais la Mauritanie n'exporte que très peu de produits finis ou semi finis, ce qui rend cette économie très dépendante des cours mondiaux, des aléas climatiques et de l'appauvrissement de la ressource.

L'industrie de la pêche emploie environ 36 000 personnes, soit 6% de la population active. Une trentaine d'unités de traitement de produits halieutiques sont en activité à Nouadhibou et une vingtaine à Nouakchott. La quasi totalité d'entre elles fait de la congélation et du filetage de poissons. Seules quatre unités ont une activité industrielle : à Nouakchott, la MIP qui élabore des produits cuits et IWIK Industrie qui fait de la pulpe de poissons ; à Nouadhibou, la SICOP et la MEIPP produisent des conserves.

L'industrie de transformation

En dehors du secteur minier et de celui de la pêche tournés vers l'exportation, la Mauritanie est faiblement industrialisée avec 41 petites unités en activité.

L'industrie manufacturière mauritanienne est confrontée à un environnement très difficile : **étroitesse du marché local**, faible pouvoir d'achat des consommateurs, dépendance quasi totale des matières premières et des produits semi-finis qui doivent être importés, concurrence des produits étrangers qui bénéficient de l'ouverture du marché avec la libéralisation du commerce extérieur, coûts élevés de l'énergie et du loyer de l'argent...

Les équipements sont souvent anciens et les technologies utilisées ainsi que la faible qualification de la main d'œuvre ne permettent pas, à quelques exceptions près, de bonnes performances. L'industrie de transformation,

Ces entreprises sont peu diversifiées, et souffrent de la faiblesse du marché intérieur.

contrôlée en grande majorité par le secteur privé, ne représente que 3 % du PIB. Elle employait en 2 000, 1292 salariés et la valeur de sa production était de l'ordre de 40 millions d'euros.

La contribution des différents secteurs dans l'activité industrielle

Vue générale

La croissance de la Mauritanie se tasse depuis quelques années. En 2003 elle était de 3.3%

En 2002 le PIB était d'environ 1 milliard de dollars, soit environ 400 dollars par habitant. La croissance qui suit un rythme régulier entre 3 et 5.5 % depuis 1994, est portée par le secteur tertiaire et le BTP. Mais elle souffre de la faiblesse de la base productive dans les secteurs traditionnels. La croissance réelle de la production s'est tassée sur les 3 dernières années (estimée à 5,2% en 2000 ; 4,0% en 2001 et 3,3% en 2003).

Les secteurs en difficultés

Les secteurs traditionnels (pêche, les mines, et l'agriculture) sont en difficultés, du fait des aléas climatiques, de l'épuisement des ressources, et de la variation des cours mondiaux

Ce tassement de la croissance s'explique par les mauvaises performances répétées du secteur de la pêche (-20% en volume en 2002), de l'agriculture et de l'élevage (-10%), et des mines (-7.3%) qui sont pourtant les principales activités productives du pays.

Le secteur de l'industrie de transformation est en crise depuis plusieurs années, le nombre de salariés est en constante diminution, et la valeur ajoutée ne cesse de décroître. Le taux d'intégration, (rapport entre la valeur ajoutée et la production s'amenuise car les entreprises génèrent de moins en moins de valeur ajoutée.

Les industries de transformation sont de moins en moins performantes, et la valeur ajoutée diminue d'année en année.

	nombre d'unités	Nombre d'emplois en 2000	valeur de la production 1999-2000	valeur ajoutée 1999-2000	Taux d'intégration en 2000
agroalimentaire	13	475	-224,33	-188,94	18,86%
chimie et plastique	9	175	19,64	-355,32	-36,07%
métallurgie	7	284	-3,3	-12,93	30,89%
matériaux de construction	4	294	25,46	-1260,25	-0,69%
papier et emballage	5	47	41,02	7,17	18,35%
textile et cuir	3	19	16,65		
total	41	1294	-29,94	-75,76	7,01%

Données de base sur l'industrie de transformation

Les secteurs porteurs

Les secteurs porteurs sont ceux du tertiaire et du BTP.

Ainsi la croissance depuis 1998 repose à 80% sur le dynamisme des services : transport et télécommunications (+13.8% en 2002), le commerce et la restauration (+3.8%), et les administrations publiques (+7.8%). Le BTP contribue également largement à la croissance (+13%).

L'agroalimentaire est aussi très dynamique du fait des investissements massifs dans le secteur.

L'agro-alimentaire occupe désormais la première place des entreprises manufacturières pour le nombre d'unités, le volume des investissements, les emplois créés, la production et la valeur ajoutée. La valeur ajoutée générée par ce secteur représente 34% de la valeur ajoutée nationale. Les investissements dans ce domaine sont aussi très conséquents (ils représentent 37% des investissements industriels).

Les programmes de dynamisation

Il n'existe pas de programme visant à améliorer la productivité des PME.

Une stratégie nationale pour la promotion de la micro et petite entreprise (SNMPE) a été mise en place récemment.

Le SNMPE est basée sur 4 axes intégrés.

- Développement des services d'appui aux MPE
- Mise en place d'un système de financement adapté aux MPE
- Valorisation des technologies appropriées au secteur de la MPE
- Amélioration de l'environnement global du secteur de la MPE

Le caractère récent de cette stratégie ne permet pas d'en juger la portée.

Aucun programme, aucune stratégie ne sont consacrés aux PME. De plus ces PME autant que les grandes entreprises souffrent de la faiblesse du marché, du manque de services et de conseils.

Contacts et liens utiles

Les fiches de synthèses complémentaires

- Les matières premières en Mauritanie
- Les infrastructures et les transports en Mauritanie
- La Pêche en Mauritanie
- Les grands groupes mauritaniens
- Les grands projets en Mauritanie

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de NOUAKCHOTT (adresser les demandes à nouakchott@dree.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteurs : Antoine CHAMBORD, Marie Molinier.
Mission Économique
Adresse : 594, rue 23-072
BP 574
NOUAKCHOTT
MAURITANIE
Revue par : Antoine CHAMBORD
Date de parution : janvier 2005.
Version originelle de janvier 2005
Version n°1 de janvier 2005